



Il y a une urgence d'Europe sociale



L'Union européenne :

*27 pays,
501 millions
d'habitants*

En réponse aux difficiles situations budgétaires des pays, nées de cette crise, plus encore de ceux qui comme **la Grèce, l'Espagne, l'Irlande, le Portugal**, des plans drastiques d'austérité sont imposés par la « Troïka » (la banque européenne, le FMI et la Commission européenne) amenant les pays au bord du gouffre social. Se profile également un nouveau traité qui entrerait en vigueur le **1^{er} mars 2012**.

La Communauté économique européenne :
est instaurée en 1957

Ces plans sont imposés aux populations déjà particulièrement fragilisées par le chômage, la précarisation de l'emploi, la diminution de l'offre de services publics et une perte vertigineuse du pouvoir d'achat.
Comment pourrait-on vivre avec 500€ par mois, comme on vient de l'imposer au peuple grec ?

Sont également mis à mal nos droits sociaux, les retraites, notre protection sociale, nos garanties collectives. Droits gagnés de haute lutte, mais qui aux yeux de nos gouvernants ne peuvent plus être maintenus car trop coûteux. **La solidarité de nos systèmes laisse ainsi la place à des dispositifs individuels accessibles au prorata des moyens de chacun.**

L'Europe subit de plein fouet une crise qui prend ses racines dans celle des « subprimes » des Etats Unis de 2008.

*En 1992, le
Traité de
Maastricht
institue une
union
politique qui
prend le nom
d'Union
Européenne*

La rigueur de ces politiques d'austérité paupérise la très grande majorité des salariés, actifs, chômeurs, retraités... alors même que les grands groupes explosent leurs scores boursiers et que leurs patrons perçoivent des rémunérations

qui indignent chacun de nous.

Où est l'équité de telles politiques ?

Faire payer le prix fort de cette crise aux populations, à ceux qui ne sont en rien responsables, est bien synonyme d'injustice.

Les services publics des pays de l'Union sont sacrifiés sur l'autel de la rentabilité. Certains groupes attendent, tels des charognards, le moment propice pour passer à l'action et répondre ainsi à l'appel à la privatisation pour ces missions.

Nos secteurs, sanitaires, sociaux et médico sociaux, et leurs personnels, n'échappent pas à ces appétits et ces attaques. Des secteurs sont privatisés. Le service public recule en qualité et en nombre, étranglé par la vampirisation des moyens budgétaires et humains.

Les réponses d'actions sont nombreuses dans les différents pays. Parfois, elles empruntent une tonalité très musclée, qualifiée de violente par certains. Mais qui fait violence à l'autre ? Les pays à la botte du système financier et sauvant à coup de milliards les institutions frauduleuses, ou pour le moins peu vertueuses? Ou bien les citoyens qui exigent de ne pas être les victimes ni les payeurs d'un tel système ?

Toutes les catégories se mobilisent pour une offre de service de meilleure qualité, mais aussi pour des meilleures conditions sociales des personnels.

1999 :
Création d'une union économique et monétaire par certains états membres se dotant d'une monnaie : l'euro



En **Slovaquie**, 1200 médecins, rémunérés 600€ ont posé massivement leur démission et ainsi gagné le triplement de leur salaire.

En **Grèce**, en réponse aux brutales mesures imposées par les plans d'austérité, un hôpital de Macédoine Centrale, est sous contrôle des travailleurs et de collectifs regroupant la population. Ils exigent le maintien de

Derniers pays entrants, en 2007, la Roumanie et la Bulgarie

l'activité gratuite pour tous, le paiement de leur rémunération, ainsi qu'une gestion plus démocratique de la gouvernance de cet établissement.

Risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE :

en 2010, 23% de la population était menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale, dont 27% des enfants de moins de 18 ans.

Après le 30 novembre 2011, la **Confédération Européenne Syndicale** appelle à une nouvelle **journée d'action.**

Le 29 février 2012 pour exiger :



L'Allemagne

souvent citée comme le bon élève, lutte aussi. Exemple, le 26 janvier, sur tout le territoire, des médecins ont réclamé de meilleures conditions de rémunérations et de travail. Ou encore, les personnels non médicaux de la plus grande clinique de Berlin qui ont fait des semaines de grèves en 2011 pour obtenir des garanties collectives de qualité, face à l'absence de convention collective. *Aujourd'hui, la pauvreté et la précarité de l'emploi dominant le marché du travail allemand, alors où est l'exemplarité d'un modèle tant ressassée ?*

2009 :

Le Traité de Lisbonne réforme les institutions.

Ce ne sont que quelques exemples des résistances qui sont multiples partout en Europe et qu'il nous faut amplifier.

Futur entrant la Croatie en Juillet 2013

- ⑩ Le rejet du nouveau traité qui impose de nouvelles règles et « réduira le soutien de la population pour l'intégration européenne, ralentira la croissance et augmentera le taux de chômage ». Ce nouveau texte légitime encore davantage l'austérité et la discipline budgétaire, alors que l'Union européenne élude les questions sociales et nie l'urgence vitale d'une Europe plus solidaire envers ses citoyens.
- ⑩ L'arrêt des plans d'austérité qui n'ont d'autres vertus que celles d'appauvrir les populations, par le recul des droits sociaux.

Soyons tous dans l'action, le 29 février 2012. Ensemble, exigeons ce qui est possible et urgent :

- ⑩ une union économique différente avec une forte dimension sociale,
- ⑩ de réels droits fondamentaux pour toutes et tous,
- ⑩ une Europe plus solidaire,
- ⑩ une Europe sociale qui soit enfin une réalité,
- ⑩ pour les travailleurs, leur qualité de vie et de travail, doivent être au cœur des préoccupations des politiques menées,
- ⑩ l'emploi de qualité et justement rémunéré doit devenir la priorité,
- ⑩ les services publics ne doivent pas être sacrifiés au bénéfice de grands groupes capitalistes,
- ⑩ l'abandon d'une compétitivité effrénée qui détruit l'emploi et les droits sociaux, qui augmente la précarité et la pauvreté effaçant ainsi des conditions de vie dignes pour tous.

Un taux de chômage avoisinant les 10%, dont plus de 22% pour les jeunes de moins de 25 ans.

